

**Avis adopté**

Séance plénière du 23 octobre 2024

*Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)*

**Artisanat et professions libérales**

Cette année encore, l'enquête qui accompagne le RAEF montre que le pouvoir d'achat reste, malgré le reflux de l'inflation, le deuxième sujet de préoccupation des Français, juste après la santé. C'est notamment le résultat des difficultés rencontrées par les ménages modestes qui supportent un poids accru de dépenses contraintes, mais aussi par les habitants des zones rurales et péri-urbaines qui ont davantage subi la hausse du coût de l'énergie.

Cette enquête montre également qu'une large majorité estime être confrontée à des inégalités de nature multiples : ainsi, au-delà de la question des « écarts de salaires excessifs » entre secteurs ou entreprises, il est marquant de relever l'accent mis sur les difficultés territoriales dans l'accès au logement, aux soins, à l'emploi ; autant de facteurs venant alimenter un sentiment d'injustice. L'enquête souligne également la forte inquiétude de la population face à la situation économique et financière du pays.

Enfin, elle nous éclaire sur le rapport des Français à la démocratie. S'ils y sont très majoritairement attachés, ce n'est pas le cas de ceux dont le pouvoir d'achat est le plus contraint, qui ont peu confiance dans la capacité du système à faire évoluer leur situation, voire se sentent exclus de la société. Plus largement, cette enquête confirme que la confiance envers les Institutions et la classe politique en particulier est très fragilisée ; il est ainsi marquant d'observer que 76 % considèrent que les hommes et femmes politiques sont déconnectés des réalités vécues par les Français.

Tous les enseignements de cette enquête appellent des réponses. Sur le pouvoir d'achat en particulier, sujet primordial comme l'ont montré les dernières élections. Dans un contexte où la productivité reste trop faible, il va falloir trouver les moyens de dégager des marges de manœuvre afin que le travail paie mieux. Pour notre Groupe, la baisse des exonérations de charges au niveau du SMIC ne permettra pas de résoudre cette problématique et elle risque même de fragiliser l'emploi selon les secteurs.

Nous appelons donc à une réflexion de fond sur le financement de la protection sociale pour trouver d'autres modèles de financement que le travail, et permettre ainsi de

réduire l'écart entre le salaire brut et le salaire net. Au-delà, il importe de mettre l'accent sur la qualification, en lien avec les besoins d'emplois comme avec les évolutions technologiques et écologiques qui vont impacter tous les secteurs d'activité. D'où la nécessité notamment de continuer à soutenir le développement de l'apprentissage. Sur les inégalités territoriales en termes d'accès aux services, aux soins, au logement, il est essentiel, comme le souligne ce RAEF, d'intégrer mieux les besoins et les attentes Français dans la fabrique des politiques publiques.

Nous considérons que cela implique de mobiliser une diversité d'outils, variables selon les sujets, à savoir : le renforcement des études d'impacts, le dialogue social ou encore le dialogue dans les territoires en proximité avec les habitants. Soulignons toutefois que seuls 13 % des Français se sont exprimés en faveur d'un recours à la démocratie participative.

Nous partageons aussi la nécessité d'associer les Français à la construction des décisions y compris lorsque celles-ci portent sur des problématiques complexes comme le redressement de la situation financière du pays. Ils sont en effet légitimes à exprimer leurs attentes sur l'efficacité des dépenses publiques, comme sur les priorités d'investissements publics pour l'avenir. Cette co-construction de décisions structurantes pour l'avenir doit toutefois pouvoir s'appuyer sur un diagnostic clair et transparent, objectif et lucide sur la situation financière, la situation économique et la situation sociale du pays, en n'occultant ni ses atouts ni ses faiblesses.

En conclusion, nous considérons qu'un renouveau du dialogue à la fois sincère et apaisé entre les politiques en responsabilité et les Français, est une condition nécessaire pour construire les réformes qui permettront de retrouver le chemin de la prospérité, mais aussi d'ouvrir des perspectives à tous les Français et donc leur confiance en l'avenir. Cela exigera toutefois que collectivement nous acceptions de sortir du temps médiatique et du registre de l'émotion, pour prendre le temps de l'écoute et de la co-construction de projets structurants et partagés de moyen et long terme. C'est l'approche que nous retenons de ce RAEF.

**Le groupe Artisanat et Professions libérales a donc voté positivement ce RAEF.**